



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

**Arrêté levant la mise en demeure
prise par arrêté préfectoral du 08 août 2018 modifié ,
à l'encontre de la société SAICA PACK France, exploitant une installation de fabrication de cartons,
située zone industrielle des Touches, 47-49 rue Étienne Lenoir à Laval (Mayenne).**

Le préfet de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'article L. 1311-1 et suivants du code de la santé publique ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 3 décembre 2009 modifié, autorisant Monsieur le directeur de la société SAICA PACK Laval à poursuivre l'exploitation de l'activité de l'établissement implanté zone industrielle des Touches, 47-49 rue Étienne Lenoir à Laval (53000), à augmenter sa capacité de production, et à construire un nouveau bâtiment de stockage de produits finis et de palettes sur le site susmentionné ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012229-0007 du 14 août 2012 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2009-P-1233 du 03 décembre 2009, et relatives aux modalités de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2019 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 03 décembre 2009 et notamment son article 2, relatives à l'actualisation des dispositions particulières applicables au bâtiment de stockage de produits finis et palettes ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 août 2018 portant mise en demeure de la société SAICA PACK France de respecter les dispositions de l'article 4.3.6. de l'arrêté préfectoral n° 2009-P-1233 du 03 décembre 2009 l'autorisant à poursuivre l'exploitation de son activité de fabrication de cartons, ainsi que les dispositions de l'article 32.3. de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en mettant en conformité ses rejets ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions il peut être mis fin à la mise en demeure dont l'exploitant fait l'objet ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : La mise en demeure prise par arrêté préfectoral modifié du 08 août 2018 à l'encontre de la société SAICA PACK FRANCE, implantée 47-49 rue Étienne Lenoir à Laval (53000), est levée.

ARTICLE 2 : le présent arrêté est notifié à la société SAICA PACK France.

ARTICLE 3 : le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire – unité interdépartementale Anjou-Maine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Laval, le 18 FEV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général
de la préfecture

Richard MIR

Délais et voies de recours :

Le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île-Gloriette, BP 24111, 44041 Nantes cedex 01, dans les deux mois de sa notification.

Le tribunal administratif de Nantes peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr